

Accord UE-Mercosur – Où en est-on ? Pour quand est la ratification au sein de l'UE ?

Rappels :

- le contenu de l'accord a été annoncé comme conclu le 6 décembre 2025 ;
- près de 360 nouvelles pages ont été ajoutées, pour l'essentiel, au contenu de l'accord conclu en 2019 (lire [notre décryptage](#)) ;
- il n'y a plus de rounds de négociation entre les négociateurs de l'UE et du Mercosur ;
- l'accord en est à l'étape de la ratification par les pays du Mercosur et de l'UE ;

Où en est le texte de l'accord ? Que fait la Commission européenne :

- la Commission a indiqué que le processus de révision légale de l'accord était maintenant conclu, et que la traduction du texte dans toutes les langues européennes est en cours ;
- La Commission [affirme](#) que le texte de l'accord UE-Mercosur sera transmis en juin ou début juillet au Conseil.
- Le Conseil pourrait voter à compter de début septembre ;
- La Commission [mène](#) des réunions bilatérales avec les Etats prêts à voter contre le texte pour les convaincre de la "valeur géopolitique de l'accord" ;

Selon quelles modalités va-t-il être ratifié ?

- La Commission refuse de confirmer publiquement qu'elle va proposer de scinder l'accord en deux pour faciliter et accélérer son adoption (« splitting ») mais tout l'indique ;
- Bernd Lange, président de la Commission INTA du Parlement UE, l'a clairement [dit](#) dans cette prise de parole ; le Commissaire européen au commerce Sefcovic [affirme](#) que les temps où les ALE mettaient des années à être ratifiés sont finis, et qu'ils allaient désormais entrés en application "beaucoup plus vite" ;
- si le splitting est confirmé, la France n'aura pas de droit de veto, et seule une minorité de blocage (4 pays représentant 35 % de la population) pourrait bloquer sa ratification ;

Analyse du « splitting » et de ses conséquences [ici](#).

Une minorité de blocage est-elle encore possible ? Oui

Selon nos calculs, une minorité de blocage, même en tenant compte des évolutions des positions des pays est toujours possible : au moins 4 pays représentant 35 % de la population.

Scenario of June 2025

Against: France, Austria, Ireland, Hungary, Poland

Possible abstention: Belgium, Netherlands

In favour: Croatia, Czech Republic, Denmark, Estonia, Finland, Germany, Latvia, Luxembourg, Portugal, Spain, Sweden, Slovakia, Slovenia

Others unknown / not clear.

The deal is blocked!



Détails pour quelques pays clefs :

- **Pologne** : selon le FT, [l'élection](#) en Pologne du président d'extrême-droite devrait renforcer l'opposition de l'Exécutif polonais à l'accord UE-Mercosur : le parti du monde agricole polonais est dans la coalition de Tusk” ;
- **Autriche** : l'argument géopolitique [fragilise](#) l'opposition à l'accord (cf. [déclaration](#) du ministre au commerce) mais la position du gouvernement reste contre, et la résolution du Parlement autrichien reste contraignante pour le gouvernement ;
- **Pays-Bas** : L'assemblée a rejeté une [motion](#) soutenue par des partis “centristes” (VVD, New Social Contract, D66 and Christian Democratic Appeal) proposant que l'Etat soutienne la ratification de l'accord.
- **Espagne** : La société civile catalane a obtenu que le Parlement catalan approuve une [motion contre l'accord](#), qui n'est légalement pas contraignante mais qui met la pression sur le PSOE et le PP au niveau national. Le gouvernement espagnol y reste favorable.
- **Allemagne** : très favorable à l'accord, elle fait pression sur la France pour qu'elle arrête de construire une minorité de blocage et s'abstienne plutôt que ne s'oppose à l'accord (cf. [Bernd Lange](#)) ;
- **France** : elle semble avoir mis ses critiques en mode dégradé (voir [ici](#) et [ici](#)) : selon la communication officielle, la France continuerait d'essayer de construire une minorité de blocage ; la presse a eu écho d'une réunion à 10 pays début avril (Pologne, Italie, Autriche, Roumanie, Belgique a minima ; Irlande et pays-bas excusés) où *“tous les participants ont reconnu l'importance de diversifier les partenaires commerciaux, mais aussi qu'ils ne pouvaient accepter un accord déséquilibré qui ne protègent pas leurs agriculteurs”* ; la ministre de l'agriculture a [visité](#) certains de ces homologues (Autriche, Hongrie) et fait savoir qu'ils partageaient des critiques similaires.
- **Italie** : alors que l'Italie est souvent présentée comme favorable à l'accord, le ministre de l'agriculture italien, lui aussi sous pression des organisations agricoles italiennes, s'est exprimé contre cet accord. Néanmoins, Meloni ne souhaite visiblement pas prendre position immédiatement, préférant jouer d'une position médiane.

Rendez-vous / Auditions :

- Une délégation de députés européens de la Commission INTA se rendra au Brésil du 21 au 23 juin INTA (Sao Paulo & Brasilia).
- 23 juin 17h-18h30 : [Audition](#) d'experts en commission AFET sur les aspects géopolitiques,
- 24 juin, 15h-17h30 : [Audition](#) sur le Mercosur en commission INTA (15h-17h30)
- AFET public hearing on EU-Mercosur will take place on 23/6, time tbc

Autres :

- Le Commissaire Sefcovic a également [affirmé](#) que si l'Argentine venait à quitter l'accord de Paris sur le climat, l'accord UE-Mercosur resterait valable pour les 3 autres pays ;

Rédaction : Maxime Combes, économiste à l'Aitec (maxime.combes@gmail.com, 06 24 51 29 44)